

SGAP de Lille

SDIG 59 : Vers un Service Départemental de l'Indigence Générale ?

En 2009, le premier anniversaire du rattachement de l'IG à la Sécurité Publique n'a pas connu, loin s'en faut, de débordements de liesse collective.

Confrontés à une baisse globale des effectifs, à une augmentation des charges de travail, liée à la création des groupes dédiés à la lutte contre les dérives urbaines, et les phénomènes de bandes, nos collègues n'ont pas l'esprit à la fête. Ajoutez à cela, l'absence de reconnaissance, par certains directeurs départementaux, de la doctrine d'emploi des effectifs de l'IG, chargés du recueil du renseignement, un manque crucial de moyens informatiques, matériels et mobiliers, et vous comprendrez la morosité ambiante dans les rangs. Pourtant, fidèles à leurs convictions, et animés d'une abnégation sans faille, les fonctionnaires ont continué à y croire, à s'investir, et à mettre leurs compétences professionnelles, et leur savoir-faire, au service de nos concitoyens et de leur sécurité. Faut-il préciser qu'ils n'avaient pas grand espoir de reconnaissance, de "retour" ou de gratitude de la part de leur Administra-

tion. De son côté, Alliance Police Nationale, seul syndicat défenseur du métier du renseignement, et majoritaire dans les directions spécialisées, n'a cessé d'être présent, aux côtés de ces policiers, désabusés mais opiniâtres.

Dégradation générale

Dans un premier temps, Alliance Police Nationale s'est battu, avec succès, pour obtenir de la DRCPN des ouvertures de postes, dans les services déficitaires. Cela n'a pas été une tâche aisée, tout le monde s'en souvient. Même si une note de service, rédigée par la direction centrale de la sécurité publique, a rappelé à tous ses directeurs départementaux les règles précises, de gestion de l'emploi particulier des SDIG, elle n'est restée qu'une lettre remplie de bonnes intentions. Elle était limitée au ciblage des objectifs à atteindre, en matière de lutte contre les violences urbaines et l'économie souterraine. Elle n'entraînait aucun accompagnement, en moyens humains et matériels supplémentaires, aucun déblocage de budget spécifique. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Les conditions de travail se dégradent, un peu plus chaque jour, tandis que les contours précis

des missions ne sont toujours pas clairement définis. L'agitation sociale, particulièrement marquée, de la rentrée, a révélé les limites et les failles du système. Les DDSP n'ont géré que l'aspect "maintien de l'ordre" des manifestations, au lieu d'en étudier l'aspect "sociétal".

Le deuxième anniversaire n'ayant pas réuni de convives, les cotillons, confettis et autres serpents, sont donc restés dans les placards. Il ne pouvait en être autrement, car l'ambiance n'y est plus.

Indifférence générale

Au SDIG du Nord, par exemple, comment les 23 policiers lillois en place, peuvent-ils exercer correctement leurs missions de recueil du renseignement, que M. Jacques Fournier, directeur central, qualifie lui-même de "difficiles, délicates, pouvant être dangereuses, pour les fonctionnaires ou leurs contacts" (sic) ? Ils ne disposent que de deux véhicules de service, et de cinq téléphones portables ! Comment peuvent-ils travailler, alors qu'ils attendent toujours les lignes ADSL dédiées, qui permettraient de consulter, sur Internet, les blogs et autres sites sensibles ? D'une manière plus générale, ici comme dans bon nombre de zones,

comment nos collègues de l'IG pourraient-ils anticiper les crises, en décelant les tensions, comment pourraient-ils recruter des "sources" humaines, comment pourraient-ils recueillir des informations, dans les cités, en temps réel, quand certains donneurs d'ordre se sont persuadés de l'inutilité de la tâche ? Et, de plus, ils font preuve d'un tel manque de considération envers les agents du renseignement, qu'ils frisent le mépris !

Mais, finalement, le plus consternant dans cette affaire, n'est pas le niveau d'indigence générale atteint dans certains départements. Le plus grave serait que l'ensemble de cette structure, missionnée par le ministre de l'Intérieur, à la demande du Président de la République, se meure dans l'indifférence générale.

À chaque échelon de responsabilité, tant dans les zones qu'à la section province, Alliance Police Nationale, ne laissera pas les collègues des SDIG sur le bord du chemin, encore moins pour les avancements qu'ils méritent, ou pour les protections et les défenses dont ils ont de plus en plus besoin. Nous saurons les leur assurer ! ■

Olivier BERTON
Chargé de mission